



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Marseille, le **19** AOÛT 2003

Dossier suivi par : Monsieur BARTOLINI

☎ 04.91.15.63.89.

PB/BN

N° 2003-24/17-2003 A

ARRÊTÉ

portant prescriptions complémentaires
à la Société SCOP TECHNO SPEED
à ROUSSET (13790)

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement en ses articles L.511-1 et suivants,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié en son article 18,

VU les arrêtés préfectoraux n° 88-105/77-84 A du 5 Octobre 1988 et n° 2002-105/37-2002 A du 21 Mai 2002,

VU les mesures préconisées par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, dans le rapport du 15 Novembre 2001,

VU l'avis favorable à l'unanimité du Conseil Départemental d'Hygiène du 23 Janvier 2003,

CONSIDÉRANT qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires afin d'améliorer la sécurité des installations exploitées par la société, suivant l'article L.512-3 du Code de l'Environnement,

.../...

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 88-105/77-84 A du 5 Octobre 1988 et n° 2992-105/37-2002 A sont complétés par les dispositions des articles ci-après.

ARTICLE 2

Les stockages de pneumatiques doivent être réalisés sous forme d'îlots offrant des voies de pénétration de 2 mètres et donnant l'accès aux différents bâtiments par une voie de 4 mètres.

ARTICLE 3

Le demi périmètre des bâtiments doit être tenu dégagé sur une largeur de 4 mètres permettant la circulation des véhicules des services incendie.

ARTICLE 4

La totalité de la périphérie du terrain doit être accessible par une voie de 4 mètres permettant la circulation des services incendie.

ARTICLE 5

Un bassin de récupération des premières eaux d'extinction incendie sera réalisé sur le site. Sa capacité et son emplacement seront soumis à l'avis de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 6

Le stock d'anciens pneumatiques situé près du ruisseau "Le Verdalaï" doit être évacué.

ARTICLE 7 - Délais

Les dispositions devront être réalisées selon les délais suivants :

- pour les articles 2,3,4 pour le 31 octobre 2003,
- pour l'article 5 pour le 30 novembre 2003.
- pour l'article 6 pour le 31 décembre 2003

ARTICLE 8

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 - Titre 1^{er} - Chapitre I du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 9

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 10

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 11

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire de ROUSSET,
- /- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le


29 AOUT 2003

POUR COPIE CONFORME
par délégation
l'Adjoint au Chef de Bureau


Christine HERBAUT



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Emmanuel BERTHIER